

LA CHRONIQUE POLITIQUE

Au cours d'une entrevue avec la presse à Bukavu, l'ancien bâtonnier Lusambo Iwa Karume s'est déclaré très satisfait de la position actuelle du Sud-Kivu qui, devenu réaliste, a compris avec un léger retard que l'extrémisme ne paie pas en politique. Car il faut en évitant de se compromettre, prédisposé au dialogue, à la concertation avec une grande ouverture d'esprit et jamais prendre des attitudes figées. Selon Me Lusambo, le terme "radical" est généralement d'avancer. Or, qui n'avance pas recule. "Au Sud-Kivu les gens ont évolué et sont devenus réalistes, tolérants et ouverts. Ce qui met fin à la violence longtemps vécue. Chacun vit dans l'acceptation de l'autre car l'exclusion et le refus de l'autre ne sont pas payants. Ceux qui croyaient tirer avantage de l'injure, de la violence et de l'extrémisme se sont politiquement suicidés, emportés par le courant qu'ils ont animé et ainsi devenus l'ombre d'eux-mêmes"; a-t-il constaté.

Le MPR, fédération du Sud-Kivu m'a fait une sortie retentissante à l'occasion du 63^{ème} anniversaire du maréchal Mobutu, président-fondateur du MPR et en célébration de la journée nationale de la jeunesse. A cette occasion le MPR/Sud-Kivu avait donné rendez-vous à ses nombreux militants de 3 zones de Bukavu et environs à l'Hôtel Métropole. Plus de 1000 membres avaient répondu positivement en partageant un après-midi avec le gouverneur de région, le pasteur Kyembwa; le commissaire de zone d'Ibanga, M. Fereza et M. Cebweru, chef de quartier Kasha de Bagira. Dans une allocution de circonstance, M. Kubiba Nsaraza, président intérimaire du Sud-Kivu, a donné la position de son parti face aux problèmes du moment. Sur le plan social, il a dénoncé le retard de paiement des fonctionnaires. Le MPR a exigé le règlement de ces arriérés avant le 20 octobre 1993 conformément aux nombreuses promesses du gouvernement Birindwa. Le MPR a salué les négociations en cours et espère qu'un accord interviendra le plus rapidement possible pour mettre fin à la crise politique au Zaïre. Enfin dans le chapitre économique, le président intérimaire du MPR a déclaré que la réforme monétaire en préparation par le gouvernement d'union nationale et de salut public est incontournable pour régler le problème de liquidités et payer les fonctionnaires. Le MPR s'en était pris à certaines familles politiques qui parlent un double langage à ce sujet parce que la réforme n'est pas initiée par elles alors que leurs leaders ferment les yeux aux actes posés par les ONG qu'ils contrôlent. Ces ONG reçoivent les devises qui ne passent pas par le circuit bancaire, provoquant la spéculation du taux de change. Une motion de soutien au maréchal Mobutu lu par le dirigeant chargé de la JMPR a clos la manifestation.

Le parti démocratique pour le développement communautaire (PADDECOM/Sud-Kivu) s'est, le 13 octobre dernier en son bureau de l'avenue Kibombo, réuni pour passer en revue la situation socio-politique du pays et de la région. Au cours de cette séance extraordinaire dirigée par le président régional Gilbert Mweze Cimusa, les comités régional, urbain et des zones de cette tendance politique ont souscrit aux négociations du Palais du peuple qu'ils espèrent voir déboucher sur un compromis global susceptible de conjurer la crise multiforme qui secoue le Zaïre. Avant de dénoncer les discours démagogiques des pouvoirs publics quant à l'inauguration de l'aéroport de Kavumu programmée au 30 juin 1993, la poursuite de la construction du collecteur de Funu, la réhabilitation de la voirie urbaine à Bukavu ainsi que le paiement des arriérés des salaires des agents et de l'Etat et des enseignants. Sur ces entrefaites, le PADDECOM/Sud-Kivu rejette déjà les responsabilités des calamités prévisibles particulièrement dans la zone de Kadutu sur tous ceux qui sont impliqués de près ou de loin dans la distribution anarchique des parcelles. Le PADDECOM/Sud-Kivu invite ainsi la population à se méfier et de ceux qui tiennent à conserver le pouvoir et de ceux qui tiennent à l'arracher par tous les moyens.

Dans leur message de paix du mois d'août'93, les membres de l'AJACSN/ Nguba (Association des jeunes acquis au changement dans le style nouveau) de Bukavu demandent au Chef de l'Etat zaïrois, le maréchal Mobutu Sese Seko de jouer pleinement son rôle de garant de la nation et d'assumer surtout "toutes ses responsabilités en sa qualité de chef suprême des Forces armées zaïroises pour qu'elles soient réellement au service du peuple et apolitiques". Prêts à accueillir le président de la République à Bukavu, les jeunes de l'AJACSN lui demandent de se tranquilliser car sa qualité de Chef de l'Etat lui confère le plein droit d'effectuer sa visite sur toute l'étendue de territoire national. Aussi prient-ils les responsables régionaux ou fédéraux des partis politiques de "mettre fin à la campagne d'intoxication de la population du Sud-Kivu qu'ils veulent amener à ne pas chaleureusement accueillir le Chef de l'Etat dont le mandat a été prolongé par la CNS et confirmé par les concertations entre les FPC et l'USORAL.

Le sort de Tshisekedi repose sur les mouvanciers

En dépit des pressions des négociateurs de l'Union sacrée de l'opposition radicale et alliés sur ceux des Forces politiques du conclave, on est loin d'obtenir la désignation d'Etienne Tshisekedi au poste de premier ministre de transition.

L'USOR menace même de boycotter la signature du protocole d'accord, mais les FPC sont restées catégoriques : l'investiture du premier ministre ne se déroulera qu'au sein du HCR Parlement de transition. Les négociations ont eu lieu en vue "d'arrêter les principes d'une transition pacifique. On ne parle pas ici des animateurs. S'ils veulent remettre en cause le siège du président de la République, il est ouvert ! S'ils ont des candidats, qu'ils les présentent et on va statuer".

Dans les couloirs du Palais du peuple, on sent le matraquage psychologique dont sont victimes les négociateurs. La plupart réalisent difficilement d'enterrer Tshisekedi et prétendent avoir répondu aux aspirations de la population. Mais les FPC refusent de céder. "Nous sommes venus ici pour mettre un terme au dédoublement des institutions. Il n'y avait pas dédoublement au

niveau de l'institution président de la République ; même pas pour les Cours et tribunaux. Le problème se posait au niveau de gouvernement et du parlement ...

On a résolu le problème du parlement par sa fusion avec le HCR. il ne reste plus que le gouvernement", confie un membre des FPC. Il ajoute que "pour donner l'investiture au gouvernement, il faut nécessairement qu'il y ait un cadre juridique. Comme nous nous sommes mis d'accord pour qu'il y ait un nouveau texte constitutionnel, il faut rédiger afin d'être soumis au nouveau parlement pour l'adoption et ensuite sa promulgation par le chef de l'Etat".

Mais sur quelle base a-t-on reconduit le président du HCR ? Comment va-t-on procéder à la recomposition paritaire de son bureau si le texte constitutionnel n'existe pas ? Tshisekedi est tout simplement boudé en raison de ses nombreuses volte-face. On lui reproche "de débaucher des membres des partis politiques plutôt que de négocier avec les décideurs". L'USOR nous rassure que Tshisekedi est un homme : il a changé. Mais qui y croit ? Aucun mouvancier ne veut s'engager officiellement dans ce conflit.

Filtre. Les informations nous parviennent et elles sont souvent filtrées. Après la distribution du rapport final, un membre des FPC nous a déclaré : "Nous optons pour un rassembleur. Un homme civilisé, éduqué et un unificateur. Celui qui acceptera de composer avec toutes les tendances politiques". Le jeu est clair. Ce n'est pas le texte constitutionnel qui fait défaut, mais Tshisekedi dérange. Le président de la République, lui, a fait savoir qu'il attend la fin des concertations pour "nommer le premier ministre, l'oiseau rare".

Mais quelle est la nature de cet oiseau ? Mobutu a souvent répété qu'il ne veut plus choisir n'importe qui. Il évite de prendre une ordonnance de trop. Le chef de l'Etat a opté pour un premier ministre qui viendra de l'opposition : celui qui a ses pieds posés dans son parti, celui qui ne sera jamais contesté par ses pairs et sa plate-forme. Bref un poids lourd. Mobutu dit qu'il en a marre d'une transition qui n'en finit pas. peut-on ignorer que pour y mettre un terme, il faut privilégier les intérêts de la population longtemps abandonnée à son triste sort ?

Tiré de "Le Soft"
du 7 octobre 1993

Déclaration de perte de certificat d'enregistrement Opposition

Monsieur ZALUKE MIRINDI, résidant au n° 27, avenue du Plateau zone d'Ibanga à Bukavu a lu avec intérêt l'annonce de M. Mulumeoderhwa Mirindi datée du 30 juillet 1993 et publiée au journal "Jua" hebdomadaire d'informations générales n° 445 du 11 août 1993 concernant la déclaration de perte du certificat d'enregistrement volume F. 23 folio 117 délivré à Bukavu le 5 juillet 1988 ayant trait à l'immeuble n° 27 avenue du Plateau du plan cadastral de la zone d'Ibanga.

Il fait opposition au remplacement du titre qui n'existe pas et qu'il détient seul le vrai certificat qui n'a jamais été perdu ou détruit. Enfin, le prétendu héritier n'a jamais été investi dans le bien précité.

Fait à Bukavu, le 20 octobre 1993.

Pour ZALUKE MIRINDI,
représenté par sa mère
BARUNGU SIFA

Remerciements

Les familles Kamanzi, Musafiri wa Mahenga, Jean-Marie Rusimbuka et leurs beaux fils Kabuya Lumuna, Mutiri wa Bashara, Ntika Ba Vashima, Idi Amadi et Rubambura vous remercient de votre soutien tant moral que matériel que vous leur avez manifesté lors du décès le 12 septembre 1993 à Kinshasa de leur Père, Grand-frère, Oncle et Beau-père KAMANZI MAHENGHA.

